

Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement
(Cerema), établissement public administratif,

dont le siège se situe 2 rue Antoine Charial – CS 33 927 - 69426 Lyon Cedex 03

Ci-après désigné "l'acheteur"

Objet du marché

**PRESTATIONS D'ACHATS DE LICENCES MICROSOFT OFFICE
D'OCCASION**

Appel d'offres ouvert

Cahier des Clauses Particulières **(CCP)**

Référence n° 25-184_AC

Septembre 2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET ET ETENDUE DE L’ACCORD-CADRE	3
1.1– Objet	3
1.2 – Décomposition en lots.....	3
1.3 – Dispositions environnementales	4
1.4 – Clause sociale	4
ARTICLE 2 – DUREE DU MARCHE.....	4
ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DE L’ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 4 – DESCRIPTIF TECHNIQUE	5
4.1 – Prestations attendues	5
4.2 – Caractéristiques techniques minimales.....	5
4.3 – Garantie de provenance et de conformité	6
4.4 – Modalités de livraison	6
4.5 –Maintenance	6
ARTICLE 5 – MODALITES D’EXECUTION DU MARCHE	6
ARTICLE 6 – RESPONSABILITE DU TITULAIRE	6
6.1 – Obligation de résultat	6
6.2 Obligations de conseil et d’information.....	7
6.3 – Obligation de confidentialité	7
6.4 – Protection des données personnelles	7
6.5 – Assurance du titulaire.....	8
ARTICLE 7 – EMISSION DES BONS DE COMMANDE	8
ARTICLE 8 – PENALITES.....	9
ARTICLE 9 – PRIX DE L’ACCORD-CADRE.....	9
9.1 – Contenu des prix.....	9
9.2 – Révision des prix.....	10
ARTICLE 10 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	10
ARTICLE 11 – AVANCE	11
ARTICLE 12 – OPERATION DE LIVRAISON, VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS	12
ARTICLE 13 – RESILIATION DE L’ACCORD-CADRE	12
13.1- Résiliation sans faute.....	12
13.2- Résiliation pour faute	12
ARTICLE 14 – LITIGES	13

ARTICLE 1 – OBJET ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

1.1– Objet

Le présent marché a pour objet l'acquisition en volume des licences logicielles d'occasion suivantes :

- Microsoft Office 2021 LTSC standard d'occasion avec software assurance ;
- Microsoft Office 2021 LTSC professionnel d'occasion avec software assurance ;
- Microsoft Office 2024 LTSC standard d'occasion ;
- Microsoft Office 2024 LTSC professionnel d'occasion ;

afin d'équiper le parc des postes de travail de tous les agents du Cerema (environ 2500 personnes, chiffres non contractuels pouvant évoluer).

La suite Microsoft Office standard comporte les logiciels Word, Excel, PowerPoint. La suite Microsoft Office professionnelle comporte les logiciels Word, Excel, PowerPoint et Access.

Le Cerema envisage de déployer le parc de licence Microsoft Office de manière homogène avec une seule version Microsoft Office en standard et en professionnelle. La clé de répartition entre la version standard et la version professionnelle sera :

- Microsoft Office standard = 90%
- Microsoft Office professionnel = 10%

Le Cerema a décidé d'équiper tous les agents d'une unique suite bureautique pour faciliter les échanges en interne de l'établissement, ainsi qu'en externe avec ses partenaires.

Ce marché est un marché unique de Techniques de l'Information et de la Communication (T.I.C.).

Le marché est passé sous la forme d'un appel d'offres ouvert conformément aux articles L2124- 2 et articles R2161-2 à R2161-5 et suivants du CCP.

Le marché public prend la forme d'un accord cadre exécuté par l'émission de bons de commande conformément aux articles R2162-2, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique avec un seul titulaire sans montant minimum et avec un montant maximum de 700 000 € HT sur la durée totale d'exécution du marché.

1.2 – Décomposition en lots et variante

Les prestations ne sont pas alloties car l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Pour la solution de base, le marché prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande portant sur l'acquisition en volume des licences logicielles d'occasion suivantes :

- Microsoft Office 2024 LTSC standard d'occasion ;
- Microsoft Office 2024 LTSC professionnel d'occasion ;

Pour la variante v1, le marché prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande portant sur l'acquisition en volume des licences logicielles d'occasion suivantes :

- Microsoft Office 2021 LTSC standard d'occasion avec software assurance ;
- Microsoft Office 2021 LTSC professionnel d'occasion avec software assurance ;

1.3 – Dispositions environnementales

Les conditions d'exécution des prestations comportent des dispositions à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit : Mesures que le titulaire a adopté dans son mémoire technique afin de s'inscrire dans une démarche respectueuse de l'environnement (réduction de l'empreinte environnementale du numérique, éco-mobilité..).

Le titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

1.4 – Clause sociale

Le titulaire est encouragé à recourir à des actions favorisant l'insertion sociale dans l'exécution du présent marché. Cela peut inclure le recrutement de personnes éloignées de l'emploi (demandeurs d'emploi de longue durée, jeunes sans qualifications, bénéficiaires de minima sociaux, etc...) ou la sous-traitance avec des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE). Bien que cette démarche ne soit pas rendue obligatoire, le recours à des structures d'insertion ou l'embauche de ces publics sera particulièrement apprécié par le Cerema dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 2 – DUREE DU MARCHE

Le présent marché est conclu à compter de sa notification pour une durée d'un (1) an.

Le marché pourra être reconduit une (1) fois tacitement pour une durée d'un (1) an, soit un total de deux (2) années d'exécution. Le titulaire ne peut s'opposer à cette reconduction.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur se prononce par écrit, par tous moyens permettant d'accuser date certaine de réception, trois (3) mois avant la fin de la durée de validité de la période.

ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Conformément à l'article 4.1 du CCAG TIC les pièces contractuelles sont les suivantes par ordre décroissant de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière : le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG), arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de technique de l'information et de la communication (CCAG-TIC), ce dernier document, d'ordre général, n'est pas joint au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter
- Le mémoire technique du titulaire le cas échéant.

Le cas échéant, les avenants conclus en cours d'exécution du marché sont également des pièces constitutives.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2 du CCAG-TIC, **le présent CCP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.**

ARTICLE 4 – DESCRIPTIF TECHNIQUE

4.1 – Prestations attendues

Le prestataire fournira :

- Les licences Microsoft Office d'occasion repris dans le bordereau des prix unitaires ;
- La documentation technique associée
- Les justificatifs de conformités et provenance (cf article 4)
- Une assistance à l'installation et à l'activation si nécessaire

Les prestations sont décrites au présent CCP.

Tous les documents produits sont livrés sous forme électronique PDF ou HTML imprimable ainsi que dans un format de traitement de texte bureautique standard, Word. Le format bureautique retenu dans le cadre de ce marché sera maintenu sur toute sa durée d'exécution.

Tous les documents écrits spécifiquement dans le cadre de la présente prestation par le Titulaire et remis au Cerema sont rédigés en langue française, en proscrivant strictement tous les anglicismes ou les néologismes. Dans le cas où l'emploi d'un anglicisme ou un néologisme est inévitable, une définition précise, complète et rédigée en français en est donnée en introduction de chaque document. Pour les autres documents écrits remis par le Titulaire au Cerema et non spécifiques à la prestation, la langue utilisée est le français sauf dérogation accordée de façon expresse par le Cerema sur demande écrite du titulaire.

Tous les documents sont échangés selon le protocole établi avec le Cerema au lancement du marché et dans le respect des normes de sécurité en vigueur.

Le Titulaire autorise explicitement la duplication des documents produits ainsi que leur diffusion pour un usage interne au Cerema.

Les documents produits pendant toute la durée de la prestation deviennent la propriété du Cerema suite à l'admission ou la réception de ladite prestation.

4.2 – Caractéristiques techniques minimales

Les licences Microsoft Office devront être :

- des versions officielles Microsoft ;
- activables et en parfait état d'utilisation ;
- compatibles avec l'infrastructure du Cerema mise en place : déploiement avec l'outil SCCM (cf annexe technique)

- définitives (licences perpétuelles, sans abonnement, ni limite d'utilisation dans le temps)

4.3 – Garantie de provenance et de conformité

Le titulaire s'engage à fournir uniquement les licences logicielles Microsoft Office d'occasion issues de transactions légales et conforme au droit européen (Directive 2009/24/CE) et au droit français.

Le titulaire devra transmettre à la livraison tous documents justificatifs, notamment :

- Contrats ou actes de cessions,
- Factures d'origine,
- Preuves de désinstallation par le cédant,
- Certificats d'authenticité si disponibles.

Les licences ne devront en aucun cas provenir de sources illicites, contrefaites ou piratées.

En cas de défaut ou de suspicion fondée, l'acheteur pourra refuser la livraison, exiger le remplacement ou résilier le marché aux torts du titulaire, conformément aux dispositions du CCAP.

4.4 – Modalités de livraison

- Livraison des licences et justificatifs sous forme électronique sécurisée (ou support physique scellé).
- Délai maximal de livraison : 5 jours ouvrés après l'obtention de l'accusé de réception de la commande par le Cerema.
- Activation optionnelle des licences sous une journée après livraison.

4.5 –Maintenance

L'acquisition de chaque licence intègre 3 mois de maintenance à compter de son admission. Le titulaire décrira dans son mémoire les conditions de celle-ci (hotline, délais...)

ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

Les quantités sont fixées dans chaque bon de commande émis en fonction des besoins du Cerema.

Afin d'optimiser les délais de traitement des commandes, les demandes peuvent être transmises par mail.

ARTICLE 6 – RESPONSABILITE DU TITULAIRE

6.1 – Obligation de résultat

Le marché est assorti d'une obligation de résultat.

Il appartient au titulaire de se conformer à l'ensemble des obligations du marché, d'avertir le Cerema durant le marché de toute difficulté qu'il pourrait rencontrer et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations qui lui sont demandées dans le cadre du marché.

6.2 Obligations de conseil et d'information

Le titulaire a une obligation générale de conseil, et notamment d'information, à l'égard du Cerema. Il est tenu de satisfaire à son obligation de conseil par toutes recommandations écrites ou orales.

Le titulaire s'oblige notamment à :

- partager avec le Cerema son expérience ;
- fournir au Cerema tous les conseils et mises en garde utiles pour permettre la bonne exécution des prestations ;
- prendre connaissance de toute contrainte et de toute information nécessaires à la bonne exécution des prestations, et, notamment, prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par le Cerema avant ou pendant la réalisation des prestations ;
- solliciter toute réunion qui se révélerait utile à l'exécution des prestations.

6.3 – Obligation de confidentialité

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG-TIC toutes les informations, documents et données échangés dans le cadre du présent marché sont réputés présenter un caractère confidentiel sans que le Cerema n'ait à signaler ce caractère confidentiel. Seuls les informations, documents ou données signalés comme non confidentiels ou rendus publics par la volonté du Cerema ne relèvent pas de l'obligation de confidentialité.

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-TIC, le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature présentant un caractère confidentiel sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à faire respecter cette obligation de confidentialité par leurs salariés et agents, même après que ceux-ci auront cessés d'exercer leurs fonctions. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Tout manquement à cette obligation est susceptible d'entraîner la résiliation du marché pour faute du titulaire dans les conditions du présent CCAP.

6.4 – Protection des données personnelles

Le Cerema et le titulaire traitent des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché public et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Ils s'engagent, chacun pour ce qui le concerne, à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à

l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le cadre du marché public ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Pour les traitements mis en œuvre par le Cerema, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données du Cerema, par courriel à l'adresse suivante : rgpd.dg@cerema.fr. Pour les traitements mis en œuvre par le titulaire, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données désigné en application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) et dont les coordonnées sont communiquées au Cerema à la notification du marché public.

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, le Cerema et le titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exécution du marché public.

6.5 – Assurance du titulaire

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire et ses éventuels sous-traitants doivent justifier qu'ils sont couverts par un contrat d'assurance au titre :

- De la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1244 du Code civil le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison des dommages corporels, matériels ou immatériels subis par toute personne, de son fait ou du fait de ses personnels ;
- De la responsabilité professionnelle en cas de dommages occasionnés aux biens et aux personnes à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- Des responsabilités découlant des articles 1792 et suivants du Code civil.

Les garanties dont il bénéficie doivent être suffisantes au regard de l'objet du marché.

ARTICLE 7 – EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Le marché donne lieu à l'émission de bons de commande, sur la base du Bordereau des Prix Unitaires qui seront notifiés au titulaire par écrit, par tout moyen, par l'acheteur.

Chaque bon de commande définit les dates et/ou les délais d'exécution des prestations demandées en fonction des délais sur lesquels s'engage le titulaire.

Chaque bon de commande précise :

- La référence de l'accord-cadre,
- La date du bon de commande,
- Le numéro du bon de commande – **mention obligatoire**,
- L'identification du titulaire,
- La désignation des prestations à réaliser,
- La référence à la proposition établie par le titulaire,
- Le lieu de livraison, le cas échéant,
- Les prix unitaires et totaux HT et TTC,
- Le taux et le montant de la TVA,
- L'adresse de facturation,
- Le SIRET du Cerema – **mention obligatoire**.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du C.C.A.G.-TIC, le titulaire dispose d'un délai de 48 heures à compter de la réception du bon de commande pour notifier ses observations à l'acheteur.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du C.C.A.G.-TIC, le délai d'exécution du bon de commande part de la date de sa réception.

Les commandes peuvent être adressées au titulaire dès le démarrage et jusqu'à l'expiration du présent marché. Leur exécution peut cependant se poursuivre au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre si elles ont été notifiées avant cette date, dans la limite d'une période de deux mois à compter de la date d'expiration du marché.

ARTICLE 8 – PENALITES

Le présent article déroge à l'article 14 du C.C.A.G.-TIC.

Les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable. Elles sont retenues par précompte sur les sommes dues au titre du présent marché.

Lorsque le délai contractuel de livraison des licences, des justificatifs ou lorsque le délai contractuel d'activation des licences est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 30 euros par jour ouvré de retard et par licence (justificatif inclus).

ARTICLE 9 – PRIX DE L'ACCORD-CADRE

9.1 – Contenu des prix

Les stipulations de l'article 10.1.3 du C.C.A.G.- TIC sont applicables.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres relatives à la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte. Le titulaire pourra proposer des remises exceptionnelles sur les prix BPU en raison notamment des quantités commandées.

9.2 – Révision des prix

Les prix sont fermes.

ARTICLE 10 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Les demandes de paiement des éventuels acomptes et du solde s'effectueront dans les conditions fixées par l'article 11 du CCAG-TIC. Chaque bon de commande fait l'objet d'un paiement partiel définitif de la facture correspondante. La facturation des prestations interviendra après la livraison effective des licences et des justificatifs, de leur activation et la vérification de leur bon fonctionnement

Les demandes de paiement comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture,
- le numéro de facture,
- le nom ou la raison sociale du créancier,
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers,
- le numéro de SIRET(**mention obligatoire**),
- le numéro de l'accord-cadre et du bon de commande (**mention obligatoire**),
- la date d'exécution des prestations,
- la désignation des prestations,
- le décompte détaillé, en quantité et prix HT, de chaque prestation admise
- le cas échéant, l'application de remises exceptionnelles ou des réfections fixées conformément aux dispositions du C.C.A.G.- TIC,
- la somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC),
- le taux de la TVA légalement applicables et montant total de la TVA correspondant,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix HT et TTC,
- la désignation de l'organisme débiteur,
- l'adresse de livraison (qui peut être différente de celle de l'acheteur),
- le SIRET du Cerema Centre Est,
- les références bancaires et les moyens de règlement acceptés.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, toutes les entreprises sont soumises à l'obligation de dématérialisation et doivent déposer leurs factures sur le portail CHORUS PRO par l'intermédiaire du lien suivant :

[Https ://chorus-pro.gouv.fr](https://chorus-pro.gouv.fr)

Il convient de noter que l'absence du SIRET, de l'adresse de facturation du Cerema, du numéro de marché, du numéro de bon de commande ou du code structure provoquera le rejet de la facture par la plateforme. Le délai de paiement ne prendra effet qu'à compter de l'admission de la facture par la plateforme.

Les frais de facturation ne sont pas admis.

Le mode de règlement de l'accord-cadre est le virement SEPA. Le Cerema réglera sur ses fonds propres. Les règles applicables sont celles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A et a le droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'unité de compte est l'euro. Les prix restent inchangés en cas de variation de change.

ARTICLE 11 – AVANCE

Sauf renonciation expresse au moment de la remise de l'offre, une avance est accordée au titulaire de du marché, si les conditions prévues par les articles R2191-3 à 2191-5 du code de la commande publique sont satisfaites et selon les modalités prévues par ces articles.

Les dispositions de l'article 11.1 – option A du CCAG-TIC 2021 s'appliquent.

Conformément au Code de la commande publique, le titulaire peut prétendre à une avance de 30% du montant du bon de commande TTC, uniquement dans les cas où les bons de commandes sont supérieurs à 50 000€ HT et ayant un délai d'exécution supérieur à deux mois.

Le délai maximum de paiement de l'avance est de 30 jours, à compter de la date de notification du marché.

Les modalités de remboursement de l'avance s'effectuent conformément aux dispositions du Code de la commande publique. En cas de groupement d'opérateurs économiques, l'avance est répartie entre les membres du groupement selon la répartition précisée dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 12 – OPERATION DE LIVRAISON, VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Les vérifications ont pour objet de constater que les licences livrées et activées seront capables de fournir un niveau de qualité de service suffisant dans diverses conditions d'exploitation.

Le titulaire devra transmettre l'ensemble des justificatifs demandés au présent document. Faute de livraison de cette documentation avec les licences demandées, les licences seront déclarées non admises.

La livraison des licences et des documents y afférents aura lieu dans un délai maximum de 5 jours à compter de l'accuser réception du bon de commande par le titulaire. L'activation aura lieu dans les délais décrits à l'article 4.4 du présent CCP.

Le Cerema dispose de 1 mois à compter de l'activation des licences pour prononcer l'admission. Pendant cette période l'acheteur pourra effectuer des vérifications :

- De validités des clés de licence auprès de Microsoft
- De traçabilité des précédentes cessions
- De conformité documentaire

À l'issue des opérations de vérification, l'administration peut prendre une décision écrite expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet qui est notifiée au titulaire.

Le délai imparti à la personne publique pour procéder à l'admission est de 15 jours maximum à compter de la fin période de vérification d'un mois.

L'admission entraîne transfert de propriété à la personne publique et constitue le point de départ de la période de garantie de trois mois.

Les opérations de vérification de la maintenance commencent à courir à compter de l'admission des prestations pour une durée de trois mois et porteront sur les modalités de maintenance décrites au mémoire du titulaire.

ARTICLE 13 – RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

13.1- Résiliation sans faute

La résiliation du marché peut être prononcée, par décision unilatérale, sans faute du titulaire pour un motif d'intérêt général.

13.2- Résiliation pour faute

Sans préjudice des poursuites le cas échéant engagées à l'encontre du titulaire, le marché public est résilié, sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du titulaire, dans les cas suivants :

- En cas d'inexactitudes des renseignements communiqués avant la notification du marché public en application du code de la commande publique ainsi qu'en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis en application des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ou de refus de produire ces pièces ;

- En cas de contravention à la législation et réglementation du travail ou relative à la sous-traitance, d'actes frauduleux ou de tout autre fait pénalement répréhensible commis à l'occasion de l'exécution du marché public ;
- Lorsque le Titulaire déclare ne pas pouvoir respecter ses engagements ;
- Dans le cas où le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, sauf ouverture d'une procédure de redressement judiciaire en application de l'article L. 631-1 du code de commerce dès lors que le titulaire en a informé sans délai les services chargés de l'exécution du marché public.

Le marché public peut être également résilié aux torts exclusifs du titulaire :

- Après mise en demeure restée sans effet dans le mois calendaire suivant sa notification, en cas de manquement du titulaire à l'une quelconque des autres obligations nées du marché public ;
- Lorsque, enjoint par le Cerema, en application des articles L. 8222-6 ou L. 8254-2-1 du code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L. 8221-3, L. 8221-5 et L. 8251-1 al. 1 du même code, le titulaire n'a pas, dans un délai de deux mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière ou de celle du sous-traitant direct ou indirect. La résiliation prend effet à compter de la date fixée dans la décision de résiliation et au plus tard six mois à compter de l'injonction.

La résiliation du marché public aux torts exclusifs du titulaire n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

Dans tous les cas mentionnés au présent article, la date d'effet de la résiliation est fixée dans la décision de résiliation ; à défaut, la date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision de résiliation.

ARTICLE 14 – LITIGES

Avant toute saisie du tribunal compétent, L'acheteur et le titulaire du marché peuvent, en cas de litige, faire appel à la médiation et ce conformément à l'article 55 du CCAG-TIC.

En cas de litiges entre les parties contractantes, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Lyon conformément aux dispositions de l'article R 312-11 du Code de justice administrative.